

## Les "cathos" qui ont voté en masse pour Macron ont une responsabilité dans la mort de Vincent Lambert



Article rédigé par *Roland HUREAUX*, le 12 juillet 2019

Selon un sondage récent, 43 % des catholiques pratiquants (disons plutôt les « cathos », appellation vulgairement sociologique sans connotation spirituelle) auraient voté aux dernières européennes pour la liste *En marche* de Mme Loiseau, soutenue par le président Macron.

Deux fois la moyenne nationale, ce qui montre que l'électorat catholique constitue désormais, au milieu du discrédit général qui frappe le président, un îlot de résistance du vote Macron.

Il était pourtant facile, dès avant le 26 mai, date de l'élection, de voir que Macron était le premier responsable de la décision de mettre à mort Vincent Lambert, cela de la manière la plus sordide, par privation de boisson et de nourriture.

On a mis en cause sa femme, les médecins, le directeur de l'hôpital. Mais qui ne voit que le processus de mise à mort n'aurait pu être remis en marche sans l'accord du ministre de la santé ? Or sous la Ve république, hors cohabitation, le ministre de la santé est étroitement subordonné au chef de l'Etat. Compte tenu de la médiatisation de l'affaire, il serait naïf d'imaginer que Macron serait étranger à la décision.

Il a essayé de se défaire en invoquant l'indépendance de la justice. Mais la justice, tant administrative que judiciaire, s'est contentée de dire que cette mise à mort n'était pas, selon elle, illégale ; elle ne l'a pas pour autant ordonnée.

Au demeurant, c'est la ministre de la santé Agnès Buzyn qui s'est pourvue en cassation pour faire casser une décision de la Cour d'appel de Paris épargnant Vincent Lambert.

N'en doutons pas : l'ordre d'effectuer ce pourvoi est venu du président Macron.

Comme le Monsieur Ouine de Bernanos, Macron fait ses coups en douce : cérémonie musulmane à Saint-Louis-des-Invalides, ambiguïtés sur le destin de Notre-Dame, projet de PMA. Mais si ses positions réitérées contraires à la tradition chrétienne avaient entraîné une désaffection de l'électorat catholique, nul doute qu'en bon politique, il aurait mis comme on dit la « pédale douce » et peut-être épargné Vincent Lambert. Or c'est le contraire qui s'est passé : l'électorat catholique a montré que les atteintes répétées à ce qu'il devrait tenir pour sacré n'avaient aucune incidence sur son vote, bien au contraire.

Comment le président n'y aurait-il pas vu un feu vert pour mener à son terme la procédure fatale ? C'est pourquoi il est légitime de dire que cet électorat qui s'est porté massivement sur ses listes a une lourde responsabilité dans la conclusion tragique de l'affaire.

Ne nous faisons certes pas d'illusions : pour une partie de ces catholiques autoproclamés, souvent les plus influents, la suppression de l'ISF comptait plus que la vie de Vincent Lambert. On ne peut aimer Dieu et l'argent.

Roland HUREAUX